

ARRETE n° 203/2023/VOI

OBJET : Réservation de stationnement.

**Le Maire d'OSNY,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-28 et L 2213-2,

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles R211-25 et suivants, R417-10 et suivants,

**VU** l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes,

**CONSIDERANT** la demande du syndic de la résidence SDC LA FERME ROUSSEAU en date du 3 avril 2023, afin d'effectuer des travaux de réfection des voiries de l'ensemble immobilier situé 47 rue Aristide Briand à OSNY,

**CONSIDERANT** que le stationnement doit être réglementé pour assurer le stationnement des camions de chantier dans de bonnes conditions.

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Durant la période du 17 avril 2023 au 21 avril 2023, trois places de stationnement seront réservées pour l'entreprise COLAS, au niveau du 47 rue Aristide Briand à Osny.

Les véhicules en stationnement gênant pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

À tout moment, le passage devra être libre pour les véhicules de sécurité (pompiers, ambulances, médecins...).

**ARTICLE 2 :**

Lorsque l'utilisation du trottoir sera rendue impossible ou dangereuse, l'entreprise devra prendre toutes dispositions pour obliger les piétons à emprunter le trottoir opposé en toute sécurité.

**ARTICLE 3 :**

La signalisation correspondante sera réalisée 48h avant la date d'occupation des places, par le pétitionnaire, le syndic de la résidence SDC LA FERME ROUSSEAU.

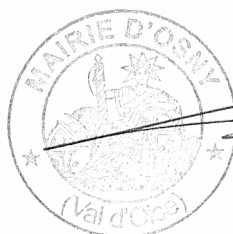
**ARTICLE 4 :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par procès-verbaux. Les sanctions applicables sont définies dans les articles R413-14 et R413-14.1 du Code de la route. Si nécessaire, les procès verbaux de l'infraction seront transmis aux tribunaux compétents.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de CERGY, le Chef de la police Municipale et les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

Fait à Osny, le 7 avril 2023



Jean-Michel LEVESQUE,

Maire